

Chapitre 1



Présentation d'Érfi et retour sur six années d'enquête

Arnaud Régnier-Loilier

Introduction

L'Étude des relations familiales et intergénérationnelles (Érfi) est la déclinaison française de l'enquête internationale et longitudinale *Generations and Gender Survey* (GGS) en cours dans une vingtaine de pays depuis le début des années 2000. Ce premier chapitre vise d'abord à rappeler les grandes lignes du projet international, ses ambitions, son avancée et les difficultés auxquelles il doit faire face. Il présente ensuite plus spécifiquement la mise en place de l'enquête en France et les caractéristiques de la collecte, sans pour autant entrer dans un fin niveau de détail. Cinq documents de travail édités par l'Ined entre 2006 et 2012 peuvent apporter des informations complémentaires (Régnier-Loilier, 2006 ; 2010 ; 2012 ; Régnier-Loilier *et al.*, 2011 ; Sebille et Régnier-Loilier, 2007). En outre, les **chapitres 2 et 3** reviennent de manière plus précise sur deux dimensions essentielles dans une enquête longitudinale : la question de l'attrition et celle de la cohérence des données d'une vague à l'autre.

■ 33

■ Érfi, une enquête inscrite dans un projet international

1. Description du projet Generations and Gender Programme (GGP)

Le programme d'enquêtes Générations et genre a été mis en place à l'initiative de la *Population Activities Unit* de la commission économique des Nations unies pour l'Europe (UNECE) en 2000. Il ambitionne la collecte d'informations comparables dans différents pays d'Europe (principalement), sur la base d'un questionnaire et d'une méthodologie similaires, afin de mieux appréhender les évolutions démographiques récentes (comme la baisse de la fécondité, la fragilisation des unions, l'allongement de l'espérance de vie) et les enjeux qu'elles soulèvent (les solidarités entre générations, le rôle des femmes et des hommes dans la société, etc.). Sans revenir en détail sur

les justifications, objectifs et ambitions du projet⁽¹⁾, il paraît néanmoins nécessaire d'en rappeler les grandes lignes et de proposer un aperçu des thématiques abordées par l'enquête.

**a. Au cœur des choix méthodologiques du GGP :
une enquête longitudinale**

Le précédent programme international d'enquêtes (enquête *Fertility and family survey* (FFS) réalisée dans 24 pays dans les années 1990) était centré sur la fécondité. Son champ se limitait ainsi aux personnes encore en âge d'avoir des enfants. La problématique centrale du projet GGP repose quant à elle sur la question du genre et des relations intergénérationnelles. Cette orientation, guidée par le contexte démographique et les défis politiques qu'il représente, explique le choix d'interroger des femmes et des hommes sur un champ d'âge élargi (18 à 79 ans). L'enquête doit ainsi permettre d'étudier certaines transitions clés de l'existence comme la prise d'autonomie des jeunes, l'entrée en conjugalité et la construction de la famille, le passage à la retraite ou encore la dépendance qui accompagne parfois l'avancée en âge, ainsi que les relations et solidarités familiales ascendantes (des jeunes vers leurs aînés) et descendantes (des parents vers leurs enfants ou petits-enfants) qui se jouent.

Afin de mieux appréhender ces transitions de manière dynamique, leurs déterminants et leurs conséquences, le projet GGP prévoit de suivre les mêmes personnes durant six années en les interrogeant à trois reprises. Le fait de disposer de données longitudinales présente plusieurs avantages. Celles-ci doivent d'abord permettre de dépasser le seul repérage de corrélations statistiques en aidant à démêler le sens des causalités. Par exemple, si des données transversales d'enquête permettent de repérer une plus grande inégalité de la répartition des tâches domestiques au sein des couples avec enfants, elles ne permettent pas de dire dans quelle mesure c'est l'arrivée d'un enfant qui conduit à un partage plus inégalitaire ou si la corrélation tient au fait que les couples plus inégalitaires ont plus souvent un enfant. Elles permettent, en outre, de s'affranchir de biais de déclaration qui peuvent accompagner la collecte de données rétrospectives (risque de reconstruction *a posteriori* ou défaut de mémoire) : il est ainsi peu envisageable d'interroger une personne sur ses opinions ou sur ses intentions trois ou six années auparavant. L'approche longitudinale offre en outre une dimension prospective qui permet de connaître les projets d'une personne à un moment donné (intention d'avoir un enfant, de déménager, de prendre sa retraite, etc.) puis de les confronter à leurs comportements quelques années plus tard. Il est dès lors possible d'interroger les obstacles à la réalisation des projets : par exemple, le fait de perdre son emploi conduit-il au report de l'arrivée d'un enfant ? (question abordée dans le [chapitre 5](#)).

34 ■

(1) Voir sur ce point Vikat *et al.* (2007) ; Régnier-Loilier, 2009 ; Régnier-Loilier et Légaré, 2010.

Chaque vague d'enquête présente en tant que tel un intérêt. La première offre, comme toute enquête transversale, de nombreuses possibilités d'exploitation, notamment dans une perspective comparative. En théorie, chaque pays s'appuie en effet sur un questionnaire commun et fournit en parallèle des données permettant de mieux le contextualiser (cf. *infra*). La deuxième vague est en quelque sorte intermédiaire. Elle permet à la fois de garder le contact avec les répondants en vue de la troisième vague, mais aussi d'actualiser leur situation. Toutefois, la fenêtre d'observation de trois ans entre les deux premières vagues est un peu étroite pour conduire avec précision des études en longitudinal. Bien que des analyses soient possibles, le nombre d'événements démographiques (naissances, mises en couple, mariages, séparations) et de changements de situation (d'emploi, d'organisation domestique, etc.) est en effet limité sur la période. En portant la période d'observation à six années, la troisième vague permet de suivre des trajectoires plus longues, durant lesquelles davantage de personnes auront connu tel ou tel événement.

En raison des ambitions longitudinales du projet et du risque de déperdition de l'échantillon (décès, refus de participer aux autres vagues, déménagement sans laisser d'adresse, etc.), il était recommandé aux pays participants d'interroger un minimum de 10 000 personnes lors de la première vague.

b. Un questionnaire harmonisé, analogue aux trois vagues

Le dispositif GGS repose sur la combinaison de deux types de données : les informations collectées au niveau individuel d'une part, et la collection de données contextuelles visant à décrire chacun des pays participants, d'autre part.

Concernant le premier pan du dispositif, un questionnaire dit « de référence » a été rédigé (en anglais) par une équipe réunissant des chercheurs des principaux instituts de démographie européens. Il se veut pluridisciplinaire, brassant les thématiques propres à la démographie et à la sociologie, mais aussi à l'économie (avec des données détaillées sur les revenus, l'équipement des ménages, les transferts), l'épidémiologie (avec des informations sur la santé reproductive, le handicap, la présence de maladies chroniques) ou encore la psychologie (échelle de bien-être). Le questionnaire de la première vague se compose de douze parties, dont nous ne présentons ici que les grandes thématiques (cf. Unece, 2005, pour voir le détail du questionnaire) :

- description des habitants du logement, liens entre eux, description du logement, intention de déménager ;
- description de la répartition des tâches parentales, des modes de garde, mais aussi des enfants non cohabitants (proximité, fréquence des rencontres, etc.), des beaux-enfants et des enfants décédés ;
- description de la relation de couple cohabitante (mise en couple, forme de l'union, intention d'officialisation) ou, le cas échéant, d'une relation

- amoureuse stable non cohabitante (fréquence des rencontres avec le ou la partenaire, intention de cohabiter);
- organisation du ménage et caractéristiques du couple (répartition des tâches domestiques, prise de décisions, sujets de désaccords, etc.);
- description des parents (âge, profession), du foyer parental dans lequel a été élevé le répondant (fratrie, séparation des parents), de l'âge à la première décohabitation;
- fécondité et fertilité (grossesse en cours, difficultés, contraception, intentions de fécondité);
- santé et bien-être (présence de maladies chroniques ou de handicap, état de santé perçu, difficultés au quotidien, sentiment de solitude);
- activité et revenus du répondant;
- activité et revenus du conjoint;
- biens du ménage, revenus et héritages (aisance matérielle, transferts intergénérationnels, aides et allocations reçues, possibilité d'épargner, etc.);
- valeurs et attitudes (religion, opinions sur différents sujets relatifs au couple, aux rapports de genre, aux relations intergénérationnelles);
- observations générales de l'enquêteur sur le déroulement de l'entretien.

Quatre modules optionnels étaient proposés. Ils visaient à approfondir certaines thématiques : nationalité et ethnicité, logement, histoire conjugale et entente conjugale.

36 ■

Le questionnaire des deuxième et troisième vagues est très proche, tant dans son architecture et son contenu que dans la formulation des questions, afin de garantir la comparabilité entre les vagues. Le questionnaire de la deuxième vague est, en outre, enrichi d'une rétrospective des situations d'activité du répondant depuis son seizième anniversaire : l'ensemble des périodes d'activité, de temps plein ou temps partiel, d'études, d'inactivité, de chômage, de congé parental ou d'invalidité ayant duré au moins trois mois consécutifs sont recensées et datées avec une précision visant le mois (à défaut la saison). La connaissance de ce parcours professionnel, qui n'avait pu être collecté lors de la première vague, faute d'espace dans le questionnaire⁽²⁾, apporte une information très précieuse, notamment pour une meilleure compréhension des trajectoires familiales et conjugales. Il est également repris en troisième vague, mais ne porte que sur les changements survenus depuis la deuxième vague. Le questionnaire de la troisième vague propose quant à lui une description plus détaillée des petits-enfants et arrière-petits-enfants et des relations que le répondant entretient avec eux.

Afin de garantir une bonne comparabilité des données entre pays, les questionnaires de référence ont été complétés d'outils de collecte (guide

(2) L'objectif était de limiter la durée de l'entretien à une heure en moyenne. Proposer un questionnaire trop long et fastidieux à remplir aurait pu décourager les répondants de participer à la vague suivante.

d'instructions aux enquêteurs, cartes de codage) et de préconisations particulières concernant l'échantillonnage, les conditions de passation ou encore le suivi des répondants entre les vagues (Unece, 2005).

c. Contextualiser pour mieux comparer

Les données collectées au niveau individuel sont complétées par la constitution d'une base de données contextuelles au niveau national voire infra-national, afin de disposer d'éléments permettant des comparaisons internationales mieux maîtrisées. Il s'agit d'un recueil d'informations à la fois qualitatives (décrivant par exemple le fonctionnement institutionnel des pays, le système de protection sociale ou d'offre de modes de garde), mais aussi statistiques (séries chronologiques d'indicateurs démographiques, économiques, etc.) devant ouvrir la possibilité à des analyses multiniveaux. Au total, cela représente plus de 250 indicateurs par pays⁽³⁾.

2. L'avancée du projet international : des ambitions difficiles à tenir

a. Un grand nombre de pays participants

Après un test du questionnaire de référence conduit en 2002 au Royaume-Uni et en Russie, l'enquête a progressivement été mise en place dans différents pays à partir de 2003. À ce jour, dix-neuf pays ont réalisé la première vague : l'Allemagne (2005), l'Australie (2005), l'Autriche (2008), la Belgique (2008-2010), la Bulgarie (2004), l'Estonie (2004), la France (2005), la Géorgie (2006), la Hongrie (2004), l'Italie (2003), le Japon (2005), la Lituanie (2006), la Norvège (2007), les Pays-Bas (2002), la Pologne (2010), la République tchèque (2004), la Roumanie (2005), la Russie (2004) et la Suède (2012). Douze ont réalisé la deuxième vague et six la troisième.

Afin de renforcer la comparabilité entre les pays, une harmonisation des données collectées à l'échelle nationale est réalisée, préalablement à leur diffusion auprès de la collectivité des chercheurs. Les données harmonisées de la première vague sont désormais disponibles pour dix-neuf pays, celles de la deuxième vague pour dix d'entre eux⁽⁴⁾.

b. Quelques bémols

Malgré les enseignements tirés des précédentes collectes internationales de ce type (notamment, les enquêtes FFS (*Fertility and Family Survey*) qui avaient donné lieu à une évaluation : Festy et Prioux, 2002a ; 2002b), et les efforts de coordination au niveau international, tant dans la phase préparatoire du projet que dans l'important travail d'harmonisation des données

(3) Nous ne les détaillons pas ici, ces données contextuelles n'étant pas mobilisées dans le cadre de cet ouvrage centré sur la France. Pour plus de détails, voir Régnier-Loilier, 2009 ; Régnier-Loilier et Légaré, 2010 ; Caporali *et al.*, 2013 ; Caporali *et al.*, 2014 ; Spilauer, 2014a ; 2014b. Voir également : <http://www.ggp-i.org/ggp-contextual-database.html>

(4) Nous n'en dressons pas la liste, celle-ci évoluant régulièrement. Pour une information actualisée : <http://www.ggp-i.org/data/data-access.html>

individuelles et contextuelles, certaines des ambitions initiales seront néanmoins difficiles à tenir pleinement.

En premier lieu, malgré un nombre important de pays impliqués dans le projet, certains manquent à l'appel, le plus souvent, faute de moyens financiers ou en raison d'une trop faible valeur ajoutée qu'aurait représentée GGS par rapport à d'autres enquêtes récentes ou en cours. L'Espagne, la Grèce, la Suisse ou encore le Royaume-Uni manquent par exemple à l'appel. Mais au-delà de l'absence de certaines nations, les données du questionnaire de référence ne sont pas toutes disponibles pour l'ensemble des pays participants. Si certains ont réalisé pleinement l'enquête en respectant au plus près les préconisations internationales, d'autres ont adapté le questionnaire (pour coller au mieux au contexte dans lequel il allait être administré, suite aux résultats des enquêtes pilotes, en raison de contraintes budgétaires, etc.), d'autres encore n'ont pas réalisé l'enquête GGS, mais ont introduit certaines de ses questions dans des collectes qui étaient déjà en cours de préparation (c'est le cas de l'Italie par exemple). Bien qu'aucune évaluation précise n'ait été réalisée à ce jour (la tâche est ardue), un rapide décompte des variables présentes dans les bases harmonisées montre des écarts parfois très importants : la proportion de variables disponibles par rapport à l'ensemble des variables attendues à partir du questionnaire de référence s'avère élevée dans la plupart des pays de l'Est (comme la Bulgarie, la Russie, la Géorgie, Lituanie, Roumanie, République tchèque) ainsi qu'en Belgique, mais elle est beaucoup plus faible dans d'autres pays comme les Pays-Bas, l'Australie, l'Italie, l'Estonie ou encore la Hongrie⁽⁵⁾. À l'extrême, bien que rattachée au GGP, l'enquête japonaise n'est pas labélisée « GGS » en raison du trop faible nombre de variables communes. Si des comparaisons sont donc en théorie possibles entre ces dix-neuf pays, elles ne le sont en réalité pas sur l'ensemble des thématiques de l'enquête. Notons également que le champ d'enquête n'est pas systématiquement le même. En Hongrie ou en Estonie, les 18-20 ans n'ont pas été interrogés ; l'âge maximum est de 46 ans dans l'enquête autrichienne et de 64 ans dans l'enquête italienne.

Les perspectives comparatives des données longitudinales risquent, elles aussi, d'être limitées en raison de deux facteurs : le nombre limité de pays impliqués dans les différentes vagues mais aussi l'ampleur de l'attrition entre les vagues. Sur le premier point, on note d'ores et déjà que certains pays n'ont pas (eu) la possibilité de mettre en place les trois vagues d'enquête, le plus souvent pour des raisons financières, se limitant à la réalisation de la première (la Belgique, la Norvège ou l'Estonie, par exemple) ou des deux premières (la Géorgie ou l'Italie, par exemple). Sur le second point, la déperdition de l'échantillon parfois trop élevée entre les vagues rend les données longitudinales difficilement exploitables (c'est le cas de l'Allemagne, pays pour lequel la déperdition atteint près de 70 % entre les deux premières

(5) Pour donner un ordre de grandeur, on peut estimer que les enquêtes les plus proches du questionnaire de référence contiennent autour de 80 % à 90 % des variables attendues contre seulement 25 % à 30 % pour celles qui le sont moins ; la France se situerait entre ces deux extrêmes avec environ 70 % des variables attendues renseignées.

vagues). S'il est trop tôt pour dresser un bilan sur ce point, les comparaisons en longitudinal seront donc limitées à quelques pays.

Enfin, à l'instar des enquêtes FFS dont la réalisation s'était étalée sur onze ans (1988-1999), on peut déplorer l'étalement de la collecte de la première vague sur autant d'années (entre 2002 et 2012). Les comparaisons entre les premiers pays engagés dans l'enquête et les derniers seront de fait délicates et ce, d'autant plus que l'on ne peut exclure d'éventuels changements de comportements liés à la crise économique que traversent la plupart des pays européens depuis 2008.

Si ces limites soulignent les difficultés à mettre en place un projet de cette envergure dès lors qu'il revient à chaque pays de trouver les fonds pour réaliser la collecte, elles ne doivent pas pour autant masquer les possibilités qu'offre le GGP. Le nombre de travaux scientifiques (publications, communications) réalisés à partir des données est déjà très important, à l'échelle nationale, mais aussi dans des dimensions comparatives⁽⁶⁾.

II ■ L'enquête française : retour sur six années de collecte

La France, représentée par l'Ined, a été très impliquée dans la mise en place du projet GGS dès son lancement, en participant notamment à l'élaboration des questionnaires. Elle s'est naturellement engagée rapidement dans la réalisation de l'enquête avec, en 2004, un premier test du questionnaire initial suivi de deux enquêtes pilotes. Ces trois tests, ainsi que différentes contraintes externes (institutionnelles, budgétaires, centres d'intérêts des chercheurs, etc.), ont conduit à des aménagements du questionnaire de référence⁽⁷⁾ (dont le titre de l'enquête⁽⁸⁾) sur lesquels nous ne revenons pas ici (pour plus de détails, voir Régnier-Loilier, 2009, p. 38-45 ; voir également Sebille et Régnier-Loilier, 2007). On se bornera à rappeler les principaux jalons de la mise en place des trois vagues d'enquête en France, les caractéristiques de la collecte et de l'échantillon, en insistant plus particulièrement sur les spécificités des données longitudinales françaises.

1. La première vague d'enquête

a. Champ, unité statistique enquêtée et nombre de participants

Dans l'objectif d'interroger 10 000 personnes lors de la première vague, conformément aux préconisations internationales, un échantillon initial de 16 000 ménages ordinaires avait été tiré dans l'échantillon maître issu du

(6) <http://www.unece.org/fileadmin/DAM/pau/ggp/biblio/Biblio/current.html>

(7) Suppression de questions, modification de leur formulation, changement de leur ordre, ajouts d'items ou de questions.

(8) Lors du premier test, l'enquête était appelée « Générations et genre ». Toutefois, face à l'imprécision du terme « genre », peu éloquent en français pour bon nombre des personnes sollicitées pour y répondre, elle a été rebaptisée « L'Étude des relations familiales et intergénérationnelles ».

recensement général de la population de 1999 (France métropolitaine). Dans la mesure où la base de sondage remontait à six années (dernier recensement disponible à l'époque), on craignait une proportion non négligeable de logements vacants ou détruits; en outre, la participation à l'enquête n'ayant pas de caractère « obligatoire »⁽⁹⁾, il était difficile de savoir à l'avance quel serait le taux de participation à l'enquête. Deux échantillons complémentaires, chacun composé de 1 000 logements, avaient été tirés en prévention et devaient être débloqués en cours de collecte si l'objectif des 10 000 répondants paraissait difficile à atteindre (voir chapitre 2 pour plus de détails).

Parmi les personnes habitant le logement et appartenant au champ de l'étude (18-79 ans au 31 décembre 2005), l'une d'elles était tirée aléatoirement pour répondre au questionnaire (choix par la méthode des prénoms). Si elle refusait, aucun *proxy* n'était autorisé (par exemple, si monsieur refusait, madame n'était pas sollicitée pour répondre; l'entretien s'arrêtait là) afin d'éviter une distorsion trop forte de la structure de l'échantillon enquêté. Au final, 10 079 personnes âgées de 18 à 79 ans ont été interrogées.

Malgré ces précautions, le taux de participation des femmes a été plus élevé (57 % des répondants sont de sexe féminin). Afin de rendre les données représentatives de la structure de la population française de 2005, une variable de redressement a été calculée. Elle recale la structure de l'échantillon sur les marges suivantes : sexe et groupe d'âges, nombre d'habitants du logement, catégorie socioprofessionnelle, nationalité, taille de l'unité urbaine, la zone d'étude et d'aménagement du territoire (voir liste précise et valeur des marges, annexe 1).

b. Caractéristiques de la collecte

La collecte de la première vague s'est déroulée du 22 septembre au 3 décembre 2005 et a mobilisé 552 enquêtrices et enquêteurs de l'Insee. Les enquêteurs étaient formés durant une journée (présentation des objectifs de l'enquête, des outils de collecte, déroulement de questionnaires et exercices) par des superviseurs régionaux qui avaient eux-mêmes suivi une formation d'une journée dispensée par le responsable de l'enquête (quatre sessions de formation d'une journée).

Une lettre-avis accompagnée d'un dépliant expliquant les objectifs et le déroulement de l'enquête était préalablement adressée aux ménages par voie postale⁽¹⁰⁾. L'enquêteur se rendait ensuite au domicile des personnes et réalisait l'entretien sous Capi⁽¹¹⁾ (questionnaire informatisé) avec la personne sélectionnée pour répondre. Il était recommandé que l'entretien ait lieu en

(9) L'enquête avait été présentée à la Cnil (Commission nationale de l'informatique et des libertés) et au Cnis (Conseil national de l'information statistique), et avait obtenu le « label d'intérêt général et de qualité statistique ». Toutefois, l'Ined n'avait pas demandé à ce qu'elle soit « obligatoire » en raison de certaines des thématiques abordées dans le questionnaire.

(10) Les mairies, préfectures et gendarmeries concernées par la collecte étaient également prévenues du déroulement de l'enquête sur leur territoire de compétence.

(11) *Computer-assisted personal interviewing*.

tête-à-tête, sans tierce personne présente, afin de garantir la confidentialité des réponses et éviter autant que possible d'éventuels biais de collecte. En définitive, près de quatre entretiens sur dix se sont déroulés tout ou partie en présence d'autres personnes, le plus souvent le conjoint et/ou les enfants, configurations qui affectent significativement certaines réponses, parfois dans le sens d'une meilleure qualité de l'information recueillie, parfois dans le sens inverse (pour plus de détails, Régnier-Loilier, 2008 ; Régnier-Loilier et Guisse, 2009).

Les entretiens étaient d'une durée très variable selon la situation des personnes : ils pouvaient durer moins d'une demi-heure dans le cas de jeunes personnes vivant seules et n'ayant pas d'enfant mais dépasser les deux heures pour les parents de plusieurs enfants, ayant vécu plusieurs épisodes de vie de couple, etc. En moyenne, un entretien durait 65 minutes.

Au terme du questionnaire, l'enquêteur demandait au répondant son accord pour être recontacté trois ans plus tard en vue d'un nouveau questionnaire (sans que cela ne représente un engagement de sa part à participer) : 88 % ont accepté (voir chapitre 2 pour plus de détails).

2. D'une vague à l'autre, l'histoire se répète

a. Un questionnaire très peu revisité

À l'instar du questionnaire international, très peu de modifications ont été apportées aux questionnaires français des vagues 2 et 3 par rapport à celui de la première vague (qui lui-même avait donné lieu à des aménagements : cf. *supra*) afin de garantir la comparabilité des réponses. D'une vague à une autre, seules quelques questions qui s'étaient révélées problématiques (problème de compréhension lors de la collecte précédente ou d'interprétation lors de l'exploitation des données) ont pu donner lieu à des aménagements. De même, quelques questions ajoutées dans l'enquête française lors d'une vague n'étaient pas nécessairement reconduites en vague suivante et, inversement, de nouvelles questions ont parfois été introduites. C'est notamment le cas en vague 2 où des questions spécifiques ont été ajoutées afin d'isoler les naissances bien planifiées et mal planifiées (voir [chapitre 4](#)), de mieux identifier les enfants en résidence alternée, les congés parentaux à temps partiel ou encore de mieux distinguer les « relations amoureuses stables » non cohabitantes des « couples » non cohabitants (pour plus de détails sur les aménagements réalisés, voir Régnier-Loilier, 2010 ; Régnier-Loilier, Saboni et Valdès, 2011 ; Régnier-Loilier, 2012).

En dehors de ces aménagements ponctuels, la principale modification apportée au questionnaire de la deuxième vague en France a trait à l'ajout de la grille rétrospective des périodes d'activité/inactivité depuis le seizième anniversaire du répondant, conformément au questionnaire international (cf. *supra*). Cet ajout, coûteux en termes de temps de passation (travail important de mémoire, notamment pour les personnes plus âgées et/ou ayant connu des trajectoires d'activité complexes), était compensé par la suppression

d'autres questions afin de rester dans une durée moyenne d'entretien d'environ une heure.

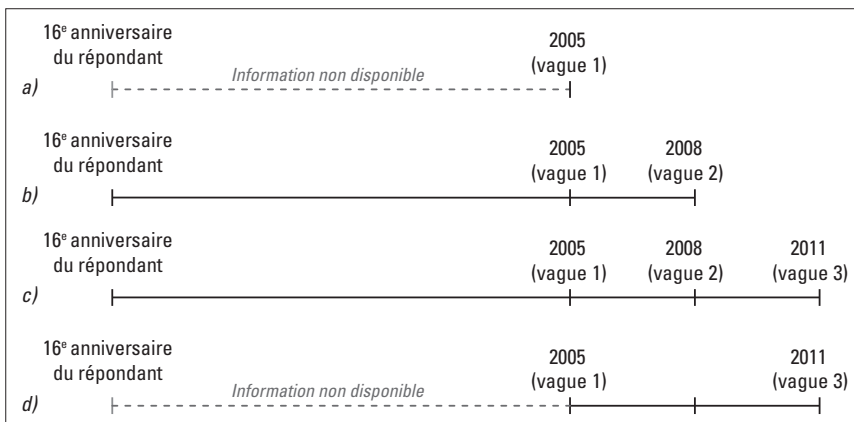
En vague 3, cet historique est limité au recensement des changements de situations survenus depuis la vague précédente, celle-ci correspondant le plus souvent à la deuxième vague (2008) mais aussi, pour les non-répondants à la vague 2, à la première vague (2005). Pour ces derniers, l'historique ne portait alors pas sur les changements survenus au cours des trois dernières années mais des six dernières années. L'information disponible n'est donc pas la même selon la participation ou non de la personne aux vagues successives de l'enquête (figure 1). Au final, quatre configurations de répondants existent :

- a. Ceux ayant participé à la vague 1 (2005 : 10 079 répondants)
- b. Ceux ayant pris part aux vagues 1 et 2 (2005 et 2008 : 6 534 personnes)
- c. Ceux ayant pris part aux vagues 1, 2 et 3 (2005, 2008 et 2011 : 5 436 personnes)
- d. Ceux ayant pris part aux vagues 1 et 3, qu'ils aient ou non participé à la deuxième vague (2005 et 2011 : 5 781 personnes, dont 345 n'ayant pas participé à la vague 2).

Enfin, signalons que dans la mesure où la collecte était assistée par ordinateur (Capi), certaines informations étaient récupérées à partir des vagues précédentes afin de filtrer les questionnaires des vagues suivantes : il s'agissait de limiter le temps de collecte, d'éviter de reposer certaines questions parfois délicates au répondant mais aussi, *in fine*, de se retrouver avec des informations parfois contradictoires. Par exemple, si le répondant avait indiqué lors de la première vague que son père était décédé, on évitait de lui reposer la question trois et six ans plus tard (cette redondance du questionnement est en revanche plus complexe à mettre en place lorsqu'il s'agit

42 ■

Figure 1. Information rétrospective relative à l'histoire d'activité du répondant disponible selon sa participation aux différentes vagues



Lecture : pour les répondants aux vagues 1 et 3 uniquement, l'histoire professionnelle n'est pas connue depuis son seizième anniversaire mais depuis la première vague (2005).

d'un questionnaire « papier »). En définitive, les entretiens ont été en moyenne moins longs en 2008 (55 minutes en moyenne) et 2011 (51 minutes) qu'en 2005 (65 minutes).

b. Un protocole de collecte semblable aux différentes vagues

Le protocole de collecte a été identique pour les trois vagues. Le questionnaire des deuxième et troisième vagues était préalablement testé dans deux directions régionales de l'Insee (auprès d'environ 200 personnes). La collecte en grandeur réelle se déroulait ensuite sur l'ensemble du territoire métropolitain. Elle a mobilisé le concours de 454 enquêteurs pour la deuxième vague, 422 pour la troisième vague. Les enquêteurs ayant participé à la vague précédente étaient prioritairement sollicités afin de favoriser le taux d'acceptation (relation de confiance, plus grande facilité à retrouver les personnes, etc.). Mais dans les faits, tous ne sont pas les mêmes : certains pouvaient avoir une charge de travail trop importante, d'autres avoir cessé leur activité, d'autres encore ne pas souhaiter réaliser les vagues suivantes. En outre, du point de vue du répondant, l'enquêteur n'était pas nécessairement le même : moins d'enquêteurs étaient en effet mobilisés au fil des vagues en raison de l'érosion de l'échantillon ; par ailleurs, les répondants ayant déménagé en dehors de la zone d'action de l'enquêteur les ayant initialement interrogés, étaient alors interviewés par un autre enquêteur. Les modalités d'entretien étaient les mêmes. La passation avait lieu en face-à-face, sous Capi, après annonce du passage de l'enquêteur par lettre-avis. La situation de tête-à-tête était encouragée, sans toutefois être imposée. Le tableau 1 rappelle pour chaque vague les principales caractéristiques de la collecte.

■ 43

3. Attrition, représentativité et qualité des données

a. Un suivi régulier des répondants d'une vague à l'autre...

Entre chacune des vagues, les personnes ont été « suivies » régulièrement afin de les fidéliser à l'enquête et d'actualiser leurs coordonnées : des courriers de remerciements, cartes de vœux ou premiers résultats leur ont été adressés régulièrement (voir chapitre 2 pour plus de détails).

Seules les personnes ayant répondu à la première vague étaient susceptibles d'être réinterrogées trois et six ans plus tard, sans *proxy* autorisé. En effet, bon nombre de questions portent sur les perceptions, opinions et intentions de la personne elle-même : interroger une autre personne du logement n'aurait alors pas eu de sens. Ainsi, en cas de décès du répondant ou de refus de prendre part aux vagues suivantes, le questionnaire n'était pas administré auprès d'un autre membre du ménage. De même, les personnes parties vivre en institution (maison de retraite par exemple) ou ayant déménagé en dehors du territoire métropolitain, n'étaient pas suivies. En revanche, si une personne

Tableau 1. Principales caractéristiques des différentes vagues de l'enquête Érfi

	Vague 1	Vague 2	Vague 3
Enquêtes pilotes	1 test papier (2004) suivi de deux tests Capi (2004 et 2005)	1 test Capi (2008)	1 test Capi (2011)
Dates de collecte	du 26 septembre au 3 décembre 2005	du 20 octobre au 12 décembre 2008	du 26 octobre au 26 novembre 2011
Mode de collecte		Capi, en face-à-face	
Réalisation des entretiens		Insee	
Nombre d'enquêteurs	552	454	422
Formation des enquêteurs	Une journée, par des responsables de l'Insee eux-mêmes formés par le responsable de l'enquête sur une journée		
Population ciblée	18-79 ans vivant en ménage ordinaire et résidant en France métropolitaine	Répondants ayant participé à la première vague, ayant accepté d'être recontactés (88 %) et résidant en ménage ordinaire en France métropolitaine (21-82 ans)	Répondants ayant participé à la deuxième vague, ayant accepté d'être recontactés (97 %) + personnes ayant participé à la première vague mais impossibles à joindre ou ayant refusé de répondre à la vague 2, et résidant en ménage ordinaire en France métropolitaine (24-85 ans)
Échantillonnage	Stratifié à deux degrés : unité primaire = le ménage ; unité secondaire = un individu dans le champ tiré au sort dans le ménage	Aucun	Aucun
Taille de l'échantillon	16 009 adresses issues du recensement de la population de 1999 + 2 échantillons de réserve de 1 000 adresses chacun	8 341 personnes ayant répondu à la première vague	7 522 personnes ayant répondu à la première vague (dont 6 248 interrogées en 2008 et 1 274 n'ayant pas répondu à la vague 2)
Prise de contact	Lettre-avis adressée au ménage, accompagnée d'un dépliant présentant l'enquête et ses objectifs	Lettre-avis nominative (nom et prénom du répondant à la première vague) accompagnée d'un dépliant présentant l'enquête et l'intérêt de réinterroger la même personne 3 années plus tard	
Nombre de répondants	10 079	6 534	5 781
Durée moyenne du questionnaire	65 minutes	55 minutes	51 minutes

déménageait en dehors des zones d'action des enquêteurs⁽¹²⁾, l'enquêteur le plus proche était dépêché sur place pour l'interroger. Dans quelques cas exceptionnels⁽¹³⁾, l'entretien a eu lieu par téléphone (quand la distance était trop importante). Cette même procédure a été répliquée pour les deuxième et troisième vagues (2008 et 2011).

b... mais un taux d'attrition qui atteint 43 %

Malgré un suivi régulier et une bonne perception de l'enquête, l'attrition s'élevait à 35 % lors de la deuxième vague et atteint 43 % au terme de la troisième vague. Le chapitre 2 détaille les sorties d'échantillon (décès, refus, personnes perdues de vue) ainsi que les facteurs associés à l'attrition entre chacune des vagues.

Rappelons ici que, contrairement aux préconisations internationales et à ce qui a pu être pratiqué dans certains pays (en Russie par exemple), l'échantillon n'était pas « rafraîchi » au fil des vagues. Dit autrement, il n'y avait pas de nouvel échantillon tiré aux vagues 2 et 3 pour venir compléter le panel⁽¹⁴⁾ et compenser en termes numériques la déperdition de l'échantillon initial. Les raisons de ce choix sont à la fois pragmatiques et financières. Le questionnaire est similaire aux différentes vagues et si les évolutions démographiques sont rapides, elles ne le sont pas suffisamment pour justifier de disposer de la même enquête à trois ans d'intervalle. En outre, l'introduction de nouveaux entrants dans l'échantillon aurait nécessité de développer un questionnaire spécifique pour eux en plus du questionnaire « longitudinal » destiné aux individus du panel. Ce rafraîchissement aurait par ailleurs alourdi significativement les coûts de collecte (autant de questionnaires et de déplacements supplémentaires à payer), pouvant grever le budget de l'enquête et *in fine* compromettre la réalisation des trois vagues initialement prévues.

Afin de limiter l'attrition totale sur les six années d'observation, et comme cela se fait dans la plupart des enquêtes longitudinales, les personnes que nous n'avions pu interroger lors de la deuxième vague (impossibles à joindre, refus) étaient néanmoins recontactées pour la troisième vague. Le « refus » de prendre part à la deuxième vague ne signifiait pas nécessairement un refus définitif de poursuivre l'enquête (il pouvait s'agir de circonstances particulières lors de la deuxième vague, d'un manque de disponibilité à ce moment-là, etc.). Toutefois, dans la mesure où nous n'avions pu recueillir leur accord en 2008 pour une reprise de contact en vue de la troisième vague (puisque non interrogées en 2008), un courrier spécifique leur avait été

(12) Comme sur toute enquête, l'échantillon initial n'était pas tiré sur l'ensemble des communes mais sur un nombre délimité de zones, lesquelles sont affectées à des enquêteurs. Suite à un déménagement, certains répondants ont élu domicile en dehors de ces zones.

(13) Difficiles à quantifier, aucune information n'ayant été collectée sur ce point. Mais cela ne représente guère plus d'une dizaine de cas en première vague ; à peine davantage en deuxième et troisième vagues.

(14) Notamment par des jeunes (en vague 2, les plus jeunes ont 21 ans contre 18 ans en vague 1), mais aussi plus globalement par des personnes de tous les âges afin de compenser les flux migratoires.

adressé préalablement. Celui-ci les informait de la réalisation prochaine de l'enquête et leur offrait ouvertement la possibilité de signifier leur refus d'être démarchées, par téléphone, mail ou courrier postal (117 personnes ont refusé d'être recontactées).

c. Représentativité de l'enquête Érfi au fil des vagues

En raison de l'absence de nouveaux entrants dans l'échantillon au fil des vagues, les personnes interrogées en 2008 et en 2011 ne sont pas représentatives en transversal de la population de France métropolitaine de 2008 et 2011 et le champ d'âge évolue au fil des vagues : 18-79 ans en 2005, 21-82 ans en 2008 et 24-85 ans en 2011. Les données longitudinales sont donc représentatives de la population de 2005, les différents poids longitudinaux ayant pour seule vocation de corriger la déformation de la structure de l'échantillon au fil des vagues en raison de l'attrition⁽¹⁵⁾.

Quatre variables de redressement ont été calculées, répondant chacune aux quatre configurations décrites précédemment. Les différentes études présentées dans cet ouvrage ont mobilisé, selon le champ retenu par leurs auteurs et la nécessité des analyses statistiques mises en œuvre⁽¹⁶⁾, les poids adéquats.

d. Qualité des données et l'incohérence des réponses d'une vague à l'autre

Le questionnaire Érfi-GGS est construit de sorte à ne pas collecter plusieurs fois la même information dès lors que celle-ci est factuelle et non susceptible d'évoluer au fil des vagues (date de naissance des parents par exemple). Toutefois, quelques incohérences existent dans la base de données longitudinale. Elles restent rares et peuvent tenir à différents facteurs comme de possibles erreurs de saisie de la part des enquêteurs, d'un défaut de mémoire de la part du répondant, mais aussi à la présence de quelques « faux individus panel » dans l'enquête. Celle-ci peut s'expliquer par un mauvais report voire l'absence du prénom du répondant sur la fiche de suivi qui permettait, au terme de la première vague, de constituer l'échantillon nominatif des individus panel. Lors de la deuxième vague, le conjoint ou un autre membre du ménage a alors pu répondre à la place de la personne interrogée en 2005. Par ailleurs, lors de la constitution de l'échantillon de la troisième vague, l'Ined a fait appel à un prestataire extérieur afin d'actualiser son fichier d'adresses (la Poste disposant souvent, en cas de déménagement, de la nouvelle adresse des personnes). Toutefois, lors de cette procédure, une inversion entre adresses et identifiants s'est produite pour une trentaine de personnes qui portaient les mêmes noms et prénoms (homonymie non anticipée).

(15) Le calcul des pondérations se faisait en deux étapes : correction de la non-réponse après modélisation des facteurs liés à l'attrition (voir chapitre 2) puis calage sur les marges de la première vague de l'enquête.

(16) Certaines ne requièrent pas l'utilisation des variables de redressement.

Compte tenu du fait que certaines parties du questionnaire de la troisième vague étaient filtrées sur les caractéristiques du répondant (âge notamment) et sur ses réponses données lors des vagues précédentes, cette inversion a conduit à des erreurs de calibrage du questionnaire (non respect de certains filtres) pour ces personnes. Au final, seuls 8 cas sont concernés dans la base de données⁽¹⁷⁾.

Si ces quelques situations particulières conduisent à la présence de petites incohérences dans les données longitudinales, elles ne suffisent pas à expliquer une incohérence beaucoup plus lourde relative au nombre total d'enfants du répondant. Une très importante sous-déclaration des enfants a en effet été mise au jour aux vagues 2 et 3, sans qu'une explication très nette ne puisse être proposée (le chapitre 3 revient de manière détaillée sur ce point).

Conclusion

L'enquête *Generations and Gender Survey*, dont Érfi est la déclinaison française, figure parmi les principales infrastructures actuelles d'enquêtes européennes en sciences sociales, avec les enquêtes *European Social Survey* (ESS), *Survey on Health, Ageing and Retirement in Europe* (SHARE) et *EU Statistics on Income and Living Conditions* (EU-SILC). Elle se démarque néanmoins des autres programmes à plusieurs niveaux en combinant différents atouts de ceux-ci. Le champ de l'enquête est très large (18-79 ans en première vague) comparativement à l'enquête SHARE qui se focalise sur les 50 ans et plus, permettant ainsi d'étudier un ensemble de transitions au cours des âges de la vie. En outre, comparativement à l'ESS, elle propose une approche longitudinale et prospective permettant une analyse fine des liens entre valeurs et opinions d'une part, et comportements d'autre part. Sa couverture géographique inclut l'Europe de l'Est, absente de SHARE, et la grande taille des échantillons nationaux (autour de 10 000 répondants en première vague) ouvre la possibilité d'étudier des sous-groupes au niveau national (alors que l'ESS repose sur des échantillons bien plus réduits, d'un millier de personnes environ par pays). Enfin, une base de données contextuelles très riche et utilisable indépendamment des enquêtes GGS vient compléter les données individuelles et permettre des études comparatives mieux contextualisées.

La réussite de ce programme, encore en cours à ce jour, repose à la fois sur le nombre important de pays impliqués dans le projet et sur les efforts d'harmonisation, tant au niveau des outils de collecte mis à disposition des pays que de celui des données diffusées aux chercheurs.

La France a été l'un des premiers pays à réaliser les trois vagues de l'enquête GGS, notamment en pouvant s'appuyer sur différents partenaires financiers (annexe 2). L'Ined a autant que possible joué le jeu de la comparabilité, en essayant de s'écarter le moins possible des préconisations méthodologiques

(17) Ils ont été correctement appariés ensuite, mais cela a pu générer des réponses incohérentes pour ces personnes entre les vagues.

et des questionnaires de référence, tout en devant s'adapter au contexte national. Ces aménagements apportés dans le questionnaire français contrarieront inévitablement les comparaisons internationales. Celles-ci seront par ailleurs contraintes dans une perspective longitudinale en raison du nombre restreint de pays qui, au final, parviendront à réaliser les trois vagues, principalement pour des raisons budgétaires, mais aussi en raison d'une érosion trop importante de leur échantillon au fil des vagues.

Malgré les difficultés rencontrées, la publication de cet ouvrage collectif présentant les premiers résultats issus des données longitudinales françaises témoigne des très nombreuses possibilités qu'offre cette enquête dans l'absolu. Et les limites relatives aux données longitudinales que viennent souligner certains chapitres doivent avant tout être perçues comme des développements et améliorations possibles en vue de la mise en place d'un prochain programme international d'enquêtes dans ce domaine.

■ Références bibliographiques

CAPORALI A., KLÜSENER S., NEYER G., KRAPP S., GRIGORIEVA O., 2014, "The contextual database of the Generations and Gender Programme: concept, content and research examples", *Stockholm Research Report in Demography*, 2014, 6, Stockholm University, Dept. of Sociology, Demography Unit.

CAPORALI A., NEYER G., KLÜSENER S., KRAPP S., GRIGORIEVA O., 2013, Providing easy access to cross-country comparative contextual data for demographic research: concept and recent advances of the Generations and Gender Programme Contextual Database, MPIDR Working Paper WP-2013-001, Rostock, Max Planck Institute for Demographic Research.

FESTY P., PRIOUX F., 2002a, *An evaluation of the fertility and family surveys project*, Unece, New York and Geneva, United Nations.

FESTY P., PRIOUX F., 2002b, "FFS and the international database: precautions for use", *Dynamics of fertility and partnership in Europe. Insights and lessons from comparative research*, vol. 1, Unece, New York and Geneva, United Nations, p. 115-129.

RÉGNIER-LOILIER A., 2006, Présentation, questionnaire et documentation de l'étude des relations familiales et intergénérationnelles (Érfi). Version française de l'enquête *Generations and Gender Survey (GGS)*, Paris, Ined, Document de travail, 133.

RÉGNIER-LOILIER A., 2008, « Conditions de passation et biais occasionnés par la présence d'un tiers sur les réponses obtenues à l'enquête Érfi », *Économie et statistique*, 407, Insee, p. 27-50.

RÉGNIER-LOILIER A., 2009, « L'Étude des relations familiales et intergénérationnelles. Du projet international à l'enquête française », in Régnier-Loilier A. (dir.), *Portraits de familles. L'enquête Étude des relations familiales et intergénérationnelles*, Paris, Ined, coll. « Grandes Enquêtes », p. 31-56.

RÉGNIER-LOILIER A., 2010, *Présentation, questionnaire et documentation de la seconde vague de l'étude des relations familiales et intergénérationnelles (Érfi-GGS 2)*, Paris, Ined, Document de travail, 165.

RÉGNIER-LOILIER A., 2012, *Présentation, questionnaire et documentation de l'Étude des relations familiales et intergénérationnelles (Érfi-GGS3)*, Paris, Ined, Document de travail, 187.

RÉGNIER-LOILIER A., GUISSÉ N., 2009, « Mise en scène de la vie quotidienne. Dit-on la même chose en présence de son conjoint ? », in Régnier-Loilier A. (dir.), *Portraits de familles. L'enquête Étude des relations familiales et intergénérationnelles*, Paris, Ined, coll. « Grandes Enquêtes », p. 195-218.

RÉGNIER-LOILIER A., LÉGARÉ J., 2010, « Generations and Gender Programme. Présentation et perspectives », *Revue de l'Observatoire franco-québécois de la santé et de la solidarité*, 2, p. 129-135.

RÉGNIER-LOILIER A., SABONI L., VALDES B., 2011, Presentation and modifications to the GGS questionnaire in France (wave 2), Paris, Ined, Document de travail, 173.

SEBILLE P., RÉGNIER-LOILIER A., 2007, Modifications to the Generations and Gender Surveys questionnaire in France (wave 1), Paris, Ined, Document de travail, 144.

SPIELAUER, M., 2004a, The contextual database of the Generations and Gender Program: overview, conceptual framework and the link to the Generations and Gender Survey, MPIDR Working Paper, WP2004-014, Rostock, Max Planck Institute for Demographic Research.

SPIELAUER, M., 2004b, The Generations and Gender contextual database: concepts and content, MPIDR Working Paper, WP2004-026, Rostock, Max Planck Institute for Demographic Research.

UNECE, 2005, *Generations and Gender Programme. Survey Instruments*, United Nations.

VIKAT A., SPÉDER, Z., BEETS G., BILLARI F.C., BÜHLER C., DÉSESQUELLES A., FOKKEMA T., HOEM J.M., MACDONALD A.L., NEYER G.R., PAILHÉ A., PINNELLI A., SOLAZ A., 2007, "Generations and Gender Survey (GGS): towards a better understanding of relationships and processes in the life course", *Demographic research*, 17(14), p. 389-440.

ANNEXES

Annexe 1. Marges utilisées
pour le calage de l'enquête Érfi, 2005 (vague 1)

Variables	Population (%)
<i>Croisement sexe et nombre d'habitants du ménage^(a)</i>	
Répondant homme et 1 personne dans le ménage	7,6
Répondant femme et 1 personne dans le ménage	9,2
2 personnes	35,1
3 personnes	19,9
4 personnes	17,7
5 personnes et plus	10,6
<i>Catégorie socioprofessionnelle^(b)</i>	
Agriculteurs (actifs occupés et anciens actifs)	3,2
Indépendants ou professions libérales (actifs occupés et anciens actifs)	6,5
Professeurs, instituteurs, professions intermédiaires de la santé, autres cadres ou professions intermédiaires (actifs occupés)	21,7
Professeurs, instituteurs, professions intermédiaires de la santé, autres cadres ou professions intermédiaires (anciens actifs)	7,4
Employés administratifs, employés du commerce et des services aux personnes, ouvriers (actifs occupés)	33,6
Employés administratifs, employés du commerce et des services aux personnes, ouvriers (anciens actifs)	16,9
Autres (inactifs, chômeurs n'ayant jamais travaillés, etc.)	10,8
<i>Nationalité^(b)</i>	
Française	94,2
Autre	5,8
<i>Croisement sexe et Âge^(b) (atteint en 2005)</i>	
18 ≤ Homme ≤ 24	6,1
25 ≤ Homme ≤ 44	18,7
45 ≤ Homme ≤ 64	16,7
65 ≤ Homme ≤ 79	7,1
18 ≤ Femme ≤ 24	6,0
25 ≤ Femme ≤ 44	19,0
45 ≤ Femme ≤ 64	17,6
65 ≤ Femme ≤ 79	8,9
<i>Taille de l'unité urbaine (UU)^(b)</i>	
Communes rurales	25,2
Communes des UU de moins de 20 000 habitants	17,3
Communes des UU entre 20 000 et 100 000 habitants	13,1
Communes des UU de plus 100 000 habitants	28,3
Communes des UU de Paris	16,1
<i>Zone d'études et d'aménagement du territoire</i>	
Île-de-France, Bassin parisien	36,1
Nord/Est/Ouest	29,8
Sud-Ouest/Centre-Est/Méditerranée	34,2
Effectif total ^(c)	43 767 666
<i>Sources: (a) Insee, Enquête annuelle de recensement, 2006; (b) Insee, enquête Emploi en continu, 2004; (c) division Enquêtes et Études Démographiques de l'Insee (structure en ménages ordinaires au 1^{er} janvier 2006).</i>	

Annexe 2. Financeurs des différentes vagues de l'enquête Érfi (2005, 2008 et 2011)

Vague 1	<p>ANR : Agence nationale de la recherche CNAF : Caisse nationale des allocations familiales CNAV : Caisse nationale d'assurance vieillesse COR : Conseil d'orientation des retraites DARES : Direction de l'animation de la recherche, des études et des statistiques (ministère) DREES : Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (ministère) INED : Institut national d'études démographiques INSEE : Institut national de la statistique et des études économiques</p>
Vague 2	<p>CNAF : Caisse nationale des allocations familiales DREES : Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (ministère) INED : Institut national d'études démographiques INSEE : Institut national de la statistique et des études économiques</p>
Vague 3	<p>CNAF : Caisse nationale des allocations familiales DREES : Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (ministère) INED : Institut national d'études démographiques INSEE : Institut national de la statistique et des études économiques LABEX iPOPs : Laboratoire d'excellence « individus, populations, sociétés »</p>

